



Les principaux contentieux financiers contemporains

Actualité législative publié le 27/01/2025, vu 375 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

Les contentieux financiers actuels illustrent les défis juridiques auxquels sont confrontées les institutions financières, qu'il s'agisse de banques traditionnelles, de fintechs ou de cryptomonnaies.

Introduction

Les **contentieux financiers** occupent une place centrale dans l'actualité juridique mondiale, car ils touchent des secteurs essentiels tels que les **marchés financiers**, la **régulation bancaire**, la **protection des investisseurs**, la **lutte contre la fraude** et la **concurrence**. Avec l'augmentation de la complexité des produits financiers, des systèmes économiques mondiaux interconnectés, et des nouvelles technologies, les contentieux financiers ont pris une ampleur considérable. Des poursuites contre des **banques** internationales, des **fonds d'investissement** et des **institutions financières** ont mis en lumière des pratiques douteuses ou illégales, des violations des réglementations et des tensions sur la régulation des nouveaux marchés (notamment les **cryptomonnaies**).

Cet article explore certains des **grands contentieux financiers actuels** qui ont des implications notables pour l'évolution de la régulation financière mondiale, les pratiques des institutions financières et la protection des investisseurs. Nous nous concentrerons sur les principales affaires judiciaires et les questions juridiques qu'elles soulèvent.

1. L'Affaire Archegos Capital Management : La Manipulation du Marché et la Responsabilité des Institutions Financières

L'affaire **Archegos Capital Management**, un **family office** dirigé par **Bill Hwang**, a secoué les marchés financiers en 2021, entraînant une perte estimée à plus de **10 milliards de dollars**. Archegos a utilisé des stratégies de **levier financier** sur des produits dérivés, notamment des **total return swaps**, pour parier sur les actions de plusieurs grandes entreprises, telles que **ViacomCBS**, **Discovery**, et **Tencent Music**.

Lorsque les titres sous-jacents ont chuté de manière substantielle, Archegos a été incapable de répondre à ses appels de marge, entraînant une liquidation massive de ses positions. Cette affaire a mis en lumière plusieurs problèmes juridiques, notamment :

- **La responsabilité des banques d'investissement**, notamment **Goldman Sachs**, **Credit Suisse**, **Nomura**, et **Mitsubishi UFJ**, qui ont tous facilité les transactions de **levier financier** pour Archegos.
- **La régulation des family offices** et de la gestion des **produits dérivés** complexes.

- **La transparence des transactions financières**, en particulier l'utilisation de produits dérivés qui ne sont pas toujours soumis à la même surveillance que les actions classiques.

Des enquêtes ont été ouvertes pour déterminer si les **banques** et les **gestionnaires d'actifs** ont respecté leurs obligations de **connaissance du client (KYC)** et de **gestion des risques**. Cette affaire soulève la question de la régulation des produits dérivés et de la nécessité de renforcer les règles entourant la **responsabilité des institutions financières** dans la gestion du risque de contrepartie.

2. Le Contentieux de la Banque Deutsche Bank : Manipulation du Marché et Manquements à la Législation Antiblanchiment

Deutsche Bank a été impliquée dans plusieurs contentieux financiers majeurs au cours des dernières années, notamment en raison de sa participation à des pratiques de **manipulation de marché** et de **violation des règles de lutte contre le blanchiment d'argent (AML)**.

a) L'Affaire de la Manipulation du Marché des Taux de Change (2015)

En 2015, **Deutsche Bank** a été condamnée par les autorités financières américaines et européennes dans le cadre de l'enquête sur la **manipulation des taux de change**, notamment le **LIBOR** (London Interbank Offered Rate). La banque a payé une amende de **2,5 milliards de dollars** pour avoir manipulé le marché des devises, en coordonnant avec d'autres banques pour influencer les taux de change à des fins de profit. Les accusations ont porté sur des pratiques de **collusion** entre les banques pour manipuler les **prix des devises** en fonction des intérêts de leurs clients.

b) Affaire de Non-Respect des Règles Anti-Blanchiment (2017)

En 2017, **Deutsche Bank** a également été condamnée pour avoir facilité le **blanchiment d'argent** dans une affaire liée à l'évasion fiscale. La banque a été impliquée dans une **série de transactions suspectes**, facilitant des mouvements de fonds entre la **Russie** et d'autres pays, ce qui a conduit à un règlement avec les régulateurs américains pour une amende de **630 millions de dollars**.

Ces affaires ont mis en évidence les lacunes dans la **surveillance interne** des transactions bancaires et la gestion des **risques de conformité**. Elles soulignent également la nécessité de renforcer les **régulations bancaires mondiales** et d'assurer une **protection contre les pratiques de blanchiment d'argent** et de **manipulation des marchés financiers**.

3. Le Contentieux de LIBOR et l'Évolution de la Régulation des Taux d'Intérêt de Référence

L'affaire **LIBOR (London Interbank Offered Rate)**, bien qu'elle ait éclaté en 2012, reste un des plus grands scandales financiers et continue d'avoir des répercussions judiciaires importantes. La manipulation de ce taux d'intérêt de référence, utilisé dans des **trillions de dollars de contrats financiers**, a conduit à de multiples contentieux contre des banques internationales, dont **Barclays, RBS, et UBS**.

Les autorités britanniques et américaines ont infligé des amendes records aux banques impliquées dans ce scandale. Cependant, l'affaire a également lancé un processus de **réforme des taux de référence** et a contribué à la mise en place de nouvelles régulations concernant la **transparence**

et la **fiabilité des indices financiers**.

Les litiges liés à la manipulation de LIBOR se poursuivent encore, notamment en ce qui concerne les **réclamations de dommages et intérêts** de la part des investisseurs et des parties prenantes, ainsi que la responsabilité des banques pour les **fraudes de marché**. Cette affaire a conduit à la **reformulation du LIBOR** et à la mise en place du **Sonia** (Sterling Overnight Index Average) au Royaume-Uni, tout en incitant d'autres juridictions à développer des **indices de taux de référence alternatifs**.

4. Le Contentieux des Fraudes Comptables : L'Affaire Wirecard

L'affaire **Wirecard** a secoué le marché européen en 2020, lorsqu'il a été révélé que la **fintech allemande** avait gonflé ses états financiers de manière frauduleuse pour masquer des pertes massives. Wirecard, qui était autrefois l'un des principaux fournisseurs de services de paiement en ligne en Europe, a vu sa **capitalisation boursière** s'effondrer après la révélation de la fraude, estimée à environ **2 milliards d'euros**.

La société a été accusée de falsifier ses bilans financiers, de maquiller des profits et de dissimuler des dettes, ce qui a conduit à des enquêtes menées par les autorités allemandes et des poursuites judiciaires contre les dirigeants de l'entreprise, dont le **PDG Markus Braun** et d'autres responsables. Le scandale a provoqué des répercussions graves sur le marché financier européen, notamment une remise en question de la **supervision des entreprises cotées** et de la **fiabilité des rapports financiers** dans le secteur des fintechs.

L'affaire Wirecard soulève la question de la **responsabilité des auditeurs** (notamment la société **Ernst & Young**) et de la **régulation des fintechs**, particulièrement en ce qui concerne les **systems de paiement numériques** et les **entreprises émergentes**.

5. Les Affaires de Cryptomonnaies et de Blockchain : Binance et la Conformité Réglementaire

Les plateformes de **cryptomonnaies**, telles que **Binance**, sont de plus en plus confrontées à des contentieux judiciaires liés à la **régulation des actifs numériques**. Binance, la plus grande plateforme d'échange de cryptomonnaies au monde, a été poursuivie par plusieurs régulateurs financiers, notamment en **Europe**, aux **États-Unis**, et au **Royaume-Uni**, en raison de son manque de conformité avec les lois financières locales.

En particulier, Binance a été accusée de ne pas respecter les **règles AML/KYC**, de permettre des **transactions non réglementées** et d'offrir des produits dérivés illégaux dans certains pays. Ces affaires judiciaires soulignent la nécessité d'une **régulation plus stricte des cryptomonnaies** et des **plateformes d'échange**, ainsi que la mise en place de règles internationales uniformes pour protéger les investisseurs et garantir la stabilité du marché.